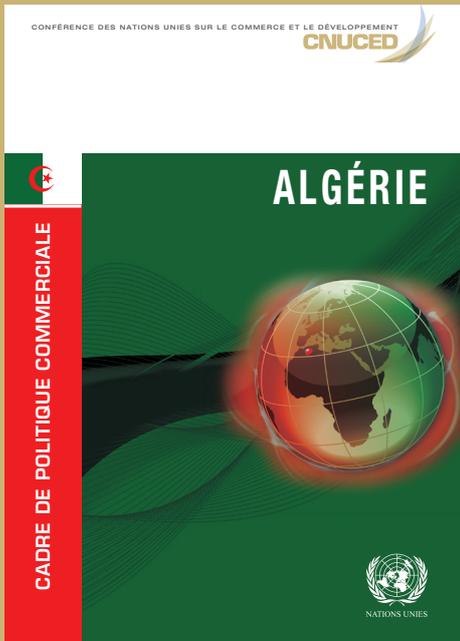




Trade Policy Framework: Algeria



Depuis longtemps c'est une évidence de dire que l'économie algérienne est fortement dépendante des exportations d'hydrocarbures pour le financement de sa balance des paiements et le financement de son budget. En effet, les recettes d'exportations d'hydrocarbures représentent plus de 98% des recettes d'exportations totales et la fiscalité pétrolière plus de 75% des recettes budgétaires totales.

Il a été largement démontré que les pays fortement spécialisés dans les secteurs primaires ont eu du mal à croître sur une longue période. La volatilité des termes de l'échange de leurs exportations influence fortement leur croissance. C'est ainsi qu'on peut noter que la croissance en Algérie n'a pas échappé à cette règle. Elle ne parvient pas à s'inscrire dans un processus cumulatif ; les phases de ralentissement ou de franche dépression viennent anéantir les phases de forte croissance. La dépendance accrue de la croissance à l'égard des hydrocarbures explique de façon significative ce phénomène.

L'Algérie ne peut rester à l'écart des changements profonds que traverse l'économie mondiale dans un contexte de mondialisation dans lequel l'OMC est devenue une réalité et un acteur majeur dans l'élaboration des règles du commerce multilatéral et la gestion des échanges commerciaux, y compris par le biais de l'Organe de Règlement des conflits y relatifs. Une réalité à laquelle il est difficile de se soustraire sans courir le risque de

marginalisation. Les hésitations de l'Algérie concernant le parachèvement de son processus d'accession à l'OMC a sérieusement exposé l'Algérie à ce risque.

Par ailleurs, l'instabilité des réformes structurelles a également longtemps privé l'Algérie d'asseoir une véritable politique commerciale devant assurée au pays une meilleure prise en charge des difficultés au plan national et une intégration économique et commerciale aux plans régional et mondial. En effet, à ce jour, l'Algérie n'a pas encore réussi le pari de la diversification économique et la réduction de son dépendance quasi-totale vis-à-vis des hydrocarbures.

La question qui revient souvent dans les débats, qui peut relever aussi du paradoxe, concerne les capacités de l'économie algérienne à absorber les chocs liés à l'ouverture du commerce extérieur, d'un côté, et de l'autre, on peut noter l'insuffisance ou l'absence de politiques publiques dotant l'économie de telles capacités de résilience.

Les données discutées dans cette étude mettent en évidence une assez grande marginalisation de l'Algérie dans l'économie mondiale du fait de l'absence d'une stratégie claire des exportations hors hydrocarbures (déindustrialisation, faiblesse du commerce intra-branche, trappe de la spécialisation primaire et faiblesse des chaînes logistiques). Quelles sont les chances du pays, à partir de sa situation actuelle, de se diversifier tout en se mettant en conformité avec les règles de l'OMC ? Il s'agit d'une question délicate aussi bien au plan théorique qu'au plan concret. Les opportunités offertes par une plus grande ouverture pourront-elles être mises à profit pour minimiser le coût du choc de l'ouverture ? L'Algérie devra-t-elle utiliser l'adhésion à l'OMC comme levier de diversification ou plutôt diversifier son économie avant de s'exposer plus franchement aux règles multilatérales du commerce ?

